



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 28/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RR IWS SOLUTIONS

4 place de la pyramide
92800 Puteaux

Code AIOT : 0007403865

N° RVAT : 63025

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement SUEZ RR IWS SOLUTIONS implanté 18 route du Bassin N 6 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RR IWS SOLUTIONS
- 18 route du Bassin N 6 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0007403865
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SUEZ exploite une plate-forme de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux. Le site est composé d'un bâtiment administratif et d'un bâtiment où est réalisé l'ensemble des opérations de réception, tri, conditionnement, stockage et expédition de déchets dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 6.8.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Contrôle des rejets – Prélèvement et analyses par un laboratoire agréé	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 7.4.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 7.4.1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Alimentation électrique	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 9.2.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeurs limites de rejets	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 6.8.1	/	Sans objet
3	Collecte et traitement des effluents liquides – Eaux pluviales de voirie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 7.3.1	/	Sans objet
6	Isolement du réseau d'assainissement	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 7.5.2	/	Sans objet
8	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 9.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit programmer un contrôle de ses effluents aqueux dans les plus brefs délais, en particulier concernant les eaux pluviales de voirie.

Il devra également programmer un contrôle de ses installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 6.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : La valeur limite du rejet total des composés organiques volatils (COV) à l'exclusion du méthane, exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés sera de 110 mg/Nm ³ . La valeur limite pour les COV halogénés étiquetés R40 sera de 20 mg/Nm ³ La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale sera d'au moins 8 m/s au sortir de la cheminée d'une hauteur de 10 mètres.
Constats : Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques daté du 13/11/2024 et réalisé par Bureau Veritas concerne les installations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Caisson PCL• Hottes Les résultats d'analyse ne montrent aucun dépassement des VLE pour les composés organiques volatiles (COV) et COV halogénés étiquetés R40. La vitesse d'éjection des gaz est supérieure à 8 m/s pour les deux installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 6.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : <p>La concentration en COV, la concentration en COV halogénés étiquetés R40, la vitesse d'éjection des gaz et le débit des gaz seront contrôlés et analysés par un laboratoire agréé chaque semestre au sortir de la cheminée d'une hauteur de 10 mètres.</p> <p>La concentration en COV sera contrôlée et analysée par un laboratoire agréé chaque semestre au sortir du caisson de traitement spécifique à l'activité assainissement.</p> <p>Les résultats accompagnés de commentaires éventuels et des valeurs à ne pas dépasser (permettant une comparaison aisée du respect des valeurs fixées) seront transmis au Préfet, semestriellement, dans le mois qui suit le prélèvement.</p> <p>Si les résultats ne respectent pas les concentrations fixées, une nouvelle campagne d'analyse sera réalisée dans les meilleurs délais. Lors de la transmission de ces résultats, une explication sera jointe sur les mesures prises pour respecter les normes de rejet.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis son dernier rapport de mesure des rejets atmosphériques réalisé par Bureau Veritas qui est intervenu le 13/11/2024.</p> <p>Aucun dépassement n'a été constaté.</p> <p>L'exploitant n'a pas encore réalisé de contrôle pour l'année 2025.</p> <p>Il est attendu que l'exploitant réalise le contrôle imposé à l'article 6.8.2 de l'arrêté préfectoral du 26/11/2003 et transmette le contrôle à l'inspection dans un délai de 3 mois. Pour rappel, la fréquence de contrôle imposée est semestrielle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Collecte et traitement des effluents liquides – Eaux pluviales de voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 7.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
Prescription contrôlée : Deux points de rejet des eaux pluviales raccordés à la Seine via le réseau du port seront présents sur le site. Il s'agit du réseau qui collecte les eaux pluviales de voiries du site industriel et du réseau qui collecte les eaux pluviales du parking des véhicules personnels. Chacun de ces 2 points de rejets sera équipé d'un décanteur séparateur d'hydrocarbure suffisamment dimensionné selon les règles de l'art, qui sera vidangé aussi souvent que de besoin et au moins une fois par an, les justificatifs seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ainsi, toutes les eaux pluviales du site, à l'exception des eaux pluviales de toiture qui pourront ne pas être traitées, seront collectées et rejetées après traitement. Le décanteur-séparateur installé sur le réseau des eaux pluviales de voiries du site industriel disposera d'un obturateur automatique.
Constats : L'exploitant a transmis le dernier rapport de vidange du décanteur et séparateur d'hydrocarbure du site daté du 02/01/2024. Par courriel du 09/10/2025, il indique que malgré relance, il est en attente du rapport de l'intervention réalisé en août 2025. L'exploitant a cependant montré à l'inspection des installations classées le Bordereau de Suivi des Déchets (BSD) concernant la vidange du décanteur et séparateur d'hydrocarbure du site daté du 29/08/2025 et envoyé sur Trackdéchets le 02/10/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle des rejets – Prélèvement et analyses par un laboratoire agréé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 7.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
Prescription contrôlée : Un contrôle des effluents aqueux (prélèvement plus analyses) sera réalisé, par un laboratoire agréé, chaque année sur un échantillon moyen 24 h en sortie du point de rejet en Seine des eaux pluviales de voirie du site industriel. Ce contrôle portera sur tous les paramètres de la condition 7.4.1. Les résultats accompagnés de commentaires éventuels et des valeurs à ne pas dépasser (permettant une comparaison aisée du respect des valeurs fixées) seront transmis annuellement au Préfet dans le mois qui suit le prélèvement. Les valeurs limites instantanées ne devront pas dépasser le double des valeurs moyennes sur 24 h. Tout dépassement sera explicité et les mesures prises pour éviter qu'il ne se reproduise seront indiquées.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection son dernier rapport de contrôle des eaux pluviales de voirie du site réalisé par SGS et daté du 20/04/2023. Les résultats montrent un dépassement de la VLE pour les Matières en Suspension Totales (MEST) Les autres paramètres de la condition 7.4.1 ne présentent pas de dépassement. En revanche, le rapport émet les remarques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• La température à réception dépasse les 8°C préconisés.• Le conditionnement utilisé n'est pas conforme aux normes d'analyses.• Absence de date de prélèvement, le délai entre le prélèvement et la réception des échantillons est supérieur à 24 h. Ces éléments peuvent avoir une incidence sur les résultats des paramètres concernés. L'exploitant a également transmis le rapport de la SEVESC daté du 10/06/2024 suite à leur visite sur site du 12/03/2024. Ce rapport confirme qu'aucune autosurveillance des rejets aqueux ne leur a été transmise depuis celle du 07 novembre 2022, ne leur permettant donc pas de se prononcer sur la qualité des rejets. L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de nouveau contrôle de ses rejets aqueux du fait de la difficulté de programmer une intervention avec le laboratoire d'analyse en période de pluie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra programmer une intervention de contrôle des effluents aqueux dans les trois prochains mois et transmettre le rapport d'analyse ainsi que les actions correctives mises en place en cas de dépassement à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 7.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
Prescription contrôlée : Les effluents devront respecter, avant rejet dans la Seine, les caractéristiques et concentrations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• pH compris entre 5,5 et 8,5 ;• température inférieure à 30 °C ;• valeur de la DCO inférieure à 300 mg/L ;• valeur de la DBO5 inférieure à 100 mg/L ;• valeur des MEST inférieure à 100 mg/L ;• teneur en azote global inférieure à 30 mg/L ;• teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 10 mg/L ;• teneur en composés organiques halogénés (OHV) inférieure à 1 mg/L.
Constats : Le dernier contrôle des effluents aqueux du site a montré un dépassement de la VLE pour les MES. Aucun autre dépassement pour les paramètres concernés par cette prescription n'a été relevé. Cependant, les conditions de prélèvements et de transport des échantillons comme mentionné au point de constat n°4 du présent rapport ne permettent pas de conclure sur la fiabilité des résultats. Il est attendu que les résultats de la prochaine analyse – qui devra avoir lieu sous trois mois, comme mentionné au point de contrôle n°4 – respectent la prescription ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Isolement du réseau d'assainissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution de l'eau
Prescription contrôlée : En amont des 2 points de rejets des effluents liquides cité au paragraphe 7.3.1 ci-dessus, une vanne de sectionnement ou tout autre dispositif équivalent sera installé permettant l'isolement du réseau d'eaux résiduaires en cas de déversement accidentel. Les dispositifs d'isolement du réseau seront en nombre suffisant, bien visibles et facilement accessibles en tout temps, notamment par les services de secours. Ces deux dispositifs seront commandables à distance. Une pancarte indestructible indiquera clairement leur rôle et leur manœuvre. Ils seront entretenus et vérifiés régulièrement. Les consignes en cas d'incendie ou d'accident grave prévoiront clairement l'isolement du réseau.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les vannes de sectionnement situées en amont des deux points de rejets des effluents liquides du site sont facilement accessibles et commandables à distance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Alimentation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 9.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : L'installation électrique devra être conforme au décret du 14 novembre 1988 ou à tout autre texte s'y substituant. Elle sera entretenue en bon état et périodiquement vérifiée par un organisme ou une personne agréée ou un technicien qualifié. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans les locaux ou emplacements pouvant présenter une atmosphère explosive, l'équipement électrique sera conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées susceptibles de présenter un risque d'explosion. Un plan matérialisant ces différentes zones sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis son dernier rapport de contrôle des installations électriques réalisé par BUREAU VERITAS qui est intervenu sur le site le 29/08/2024. Le rapport présente 13 observations dont certaines sont récurrentes depuis 2020 et 2021. Par courriel du 09/10/2025, l'exploitant indique avoir relancé la demande de devis concernant la levée des non-conformités électriques, dont la demande initiale avait été faite en septembre 2024. Le passage de BUREAU VERITAS pour contrôle réglementaire sera organisé dès la réalisation des travaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra programmer le contrôle de ses installations électriques dans les plus brefs délais et transmettre le rapport correspondant à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 9.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 28/02/2025
Prescription contrôlée : <p>L'établissement disposera de moyens de secours contre l'incendie en nombre suffisant et adaptés aux risques à combattre.</p> <p>Ils seront placés de façon bien visible en des lieux d'accès faciles et maintenus dégagés, seront vérifiés au moins une fois par an et le personnel de l'établissement sera entraîné à leur manœuvre. Les moyens de secours seront protégés contre le gel éventuel.</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection du 29/10/2024, l'inspection avait pu constater un écart entre le nombre d'extincteurs disponibles sur site et la déclaration de conformité N4.</p> <p>Un devis en date du 21/10/2024 avait été envoyé par la société DESAUTEL à l'exploitant afin de pouvoir être en conformité vis-à-vis du certificat N4.</p> <p>Par courriel du 09/10/2025, l'exploitant a transmis une attestation de la société DESAUTEL indiquant être à jour sur les maintenances réglementaires des extincteurs (le complément de protection en extincteurs ayant été effectué le 05/03/2025) et précisant que le certificat N4 est en cours de construction.</p> <p>Les éléments transmis n'appellent pas de remarque de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite